

La phrase est bien connue sous cette forme : « Le vieux monde se meurt, le nouveau monde tarde à apparaître et dans ce clair-obscur surgissent les monstres[1] ». Elle est souvent citée depuis le début de ce 21^e siècle, où des chocs de plus en plus forts secouent l'ordre ancien du monde, sans pour autant y mettre fin. Depuis sa cellule de prison, en 1930, Antonio Gramsci évoquait en particulier le fascisme, dont les nouveaux visages se laissent de mieux en mieux deviner aujourd'hui. Dans les termes exacts de Gramsci, le fascisme fait partie des « phénomènes » ou « symptômes morbides » du capitalisme, voués à s'aggraver jusqu'à ce qu'une voie soit trouvée vers un nouveau monde post-capitaliste.

Soignant.es ou pas, nous pouvons facilement reconnaître aujourd'hui des « symptômes morbides » dans le monde comme il va. Une crise sanitaire et sociale aiguë, planétaire, est soudain venue redoubler, déclencher, ou éclairer les crises qui couvaient déjà – politique, économique, environnementale. Aucun doute, la terrible alternative est de retour : un monde nouveau, ou la maladie mortelle de l'ancien.

Mais contrairement à Gramsci et à ses contemporain.nes, nous vivons dans une époque privée d'un horizon social et politique alternatif commun. Malgré un vrai renouveau des luttes sociales et politiques, l'idée que le capitalisme *peut* être dépassé n'a toujours pas retrouvé sa large légitimité d'autrefois auprès des classes populaires – sans lesquelles ce dépassement est effectivement impossible. Reconstituer enfin un tel horizon, dans l'urgence de la crise actuelle, doit être un objectif essentiel, stratégique, commun à toutes les luttes sociales concrètes, sous toutes leurs formes. Encore faut-il d'abord reconnaître que cet horizon reste jusqu'ici hors de vue, du moins pour une large partie de la population.

Ce texte esquisse une démarche pour tenter de nous rapprocher de cet objectif ambitieux, dans une situation qui nous rappelle que nous n'avons plus le choix[2]. Il part d'une analyse de la dernière séquence de luttes sociales et politiques de cet hiver en France, replacée dans le contexte des dernières décennies – en reprenant quelques points du texte paru en avril[3]. Cette analyse confirme les effets négatifs très concrets et immédiats de cette absence d'horizon alternatif visible par tou.te.s. Pour arriver à construire de nouvelles luttes, d'une envergure et d'une force à la hauteur des enjeux actuels, il est indispensable de créer de nouveaux moyens pour les exploité.es et les opprimé.es de prendre confiance en un autre avenir, c'est à dire en même temps confiance en elles et eux-mêmes, en leur action décisive. Faute de quoi, la grande défaite continuera. La crise multiforme actuelle continue de nous confronter à ce problème, tout en accentuant les situations d'urgence auxquelles il faudra apporter des réponses communes.

Dans les deux autres parties du texte, il s'agit de voir avec quels instruments on pourrait espérer formuler ces réponses de façon plus unie, afin de rapprocher les secteurs mobilisés des dernières années et d'atteindre une influence bien plus large sur les représentations politiques des classes populaires qui ne les ont pas rejoints jusqu'ici. Face aux urgences actuelles, l'objectif serait d'être plus nombreuses et nombreux que jamais à se dire enfin : « il y a une alternative ».

D'une part, cela implique de mener une lutte idéologique pour unir nos forces. Des tentatives immédiates peuvent être envisagées sur la base d'une même liste de mots d'ordre crédibles et radicaux à faire adopter par toutes sortes de structures (sans préalable d'un plein accord stratégique ou tactique), ou du lancement d'une nouvelle structure médiatique de débat et d'agitation visant un large public. Ces propositions, parmi d'autres, permettraient d'engager un travail durable d'unification et d'agitation politique. Elles impliqueront de faire preuve de créativité dans les modalités de l'unité.

D'autre part, la question de l'unité dans la période actuelle nous conduit à revenir sur l'histoire de la tactique de « front unique », qui correspondait bien à une situation où « le nouveau ne peut pas naître » et où le mouvement ouvrier devait regrouper ses forces... mais aussi précisément une situation où ses forces étaient plus massives et l'horizon politique alternatif plus visible. Quelques éléments pour un « front unique du 21^e siècle » seront esquissés, reposant notamment sur une articulation différente entre lutttes sociales et front politique d'agitation et d'intervention électorale, et sur une stratégie de « l'étai » mettant à profit de la diversité des tactiques et des secteurs en lutte lors d'une prochaine situation de mobilisation de masse.

Ce processus d'unification multiforme s'annonce donc difficile, mais indispensable pour mettre fin de toute urgence à une période de colères inépuisables, mille fois étouffées dans la défaite et la résignation générale – et lui donner une autre issue que le fascisme du 21^e siècle.

De l'hiver au printemps 2020 : pas de victoire des lutttes sociales sans alternative politique

Hiver 2020 : une grève de masse, ses limites, sa défaite

Le mouvement de grève et de manifestation de masse de l'hiver 2019-2020 a été très fort. Il s'est inscrit dans une succession de mobilisations fortes et populaires qui ont marqué les années Macron/Philippe, depuis notamment la grève des cheminot.es du printemps 2018 et le mouvement des Gilets Jaunes à partir de novembre 2018. A-t-il atteint son objectif, le retrait de la réforme des retraites ? Il est probable que la réforme soit désormais abandonnée, et le fait que la majorité de la population y reste opposée, encore sous l'effet de la mobilisation de l'hiver, n'y est sans doute pas pour rien. Mais la nouvelle situation a surtout donné à ce gouvernement de nouvelles priorités – pas cette réforme-là, mais bien pire encore.

Ce que le mouvement lui-même a pu accomplir, c'est donc de consolider une majorité « dans l'opinion » contre cette réforme, voire contre la politique de Macron et Philippe en général. Mais cette victoire politique, idéologique, n'aurait probablement pas suffi. La victoire tout court semblait à peu près hors de portée lorsque la pandémie a changé la donne.

Qu'a-t-il manqué à ce mouvement pour faire céder le gouvernement ? Dans cette première partie, commençons par voir comment le mouvement aurait pu étendre et renforcer les principales modalités d'action qu'il s'est données, à savoir les grèves et manifestations de masse (la suite du texte contiendra des éléments pour envisager un autre type de scénario, où ces modalités d'action se combineraient à d'autres formes d'action collective et de pression politique).

En dehors des grandes « journées d'action » interprofessionnelles, la grève durable a été portée par un certain nombre de secteurs : en particulier les transports urbains (RATP...), ferroviaires (SNCF), portuaires, mais aussi l'éducation, l'énergie (raffineries, électricité), la culture. Au bout de quelques semaines de forte mobilisation et après avoir franchi avec panache le piège de « la trêve » de fin d'année, les grévistes ont multiplié les initiatives visant à étendre la grève dans les secteurs partiellement ou très peu mobilisés.

Un mouvement de masse cherche à s'étendre partout où il peut pour ne pas régresser.

Mais surtout, dans la production industrielle ou la grande distribution par exemple, la grève reconductible aurait été synonyme de pertes bien plus grandes et immédiates pour les grands capitalistes que dans les autres secteurs. L'extension de la grève reconductible dans ces secteurs aurait donc fait monter la pression sur les classes dirigeantes et l'État de façon exponentielle[4].

Les collectifs de grévistes n'ont pas ménagé leurs efforts pour étendre la grève. On a pu constater que cette extension ne s'est pas réalisée. Cela ne prouve pas que la tentative était vaine. Et une discussion plus détaillée est sans doute nécessaire pour voir ce qui aurait pu être fait de façon plus efficace, ce que les collectifs mobilisés auto-organisés, ou les directions syndicales, auraient pu faire. Mais ce bilan tactique détaillé ne doit pas cacher un fait stratégique massif : le mouvement a refait toute la lumière sur les limites de l'influence des structures formelles ou informelles du mouvement ouvrier aujourd'hui, notamment dans les secteurs où l'extension n'a pas eu lieu.

1995 sans la victoire : la période néolibérale, épisodes précédents

Ce type de scénario s'est produit un certain nombre de fois au cours des dernières décennies. Dans cette période, les mouvements de masse sont loin d'avoir été rares, mais ils n'ont généralement pas atteint suffisamment de secteurs décisifs. C'est un fait important pour comprendre que les grandes victoires aient été rarissimes.

La dernière franche victoire d'un mouvement social comparable en France est probablement celle de novembre-décembre 1995 pour le retrait d'une contre-réforme des retraites et de la sécurité sociale. Dans les années qui ont suivi, la gauche radicale martelait qu'il fallait refaire 1995 en réussissant cette fois l'extension « au secteur privé », c'est à dire notamment les secteurs-clés évoqués plus haut ; et pourquoi pas, en arrachant cette fois des revendications « en positif ».

Depuis, d'autres mouvements (y compris cet hiver, donc) ont refait à peu près tout ce que celui de 1995 avait fait, mettant en grève et dans la rue des millions de gens, surtout dans le secteur public, avec en général un fer de lance dans une branche « bloquante » dans les transports et/ou l'énergie, publique également, donc sans les progrès espérés par rapport à 1995 (principale exception : les raffineries en 2010). Tout 1995, sauf la victoire - voilà ce que nous vivons et revivons depuis 25 ans, pendant que tout empire.

Un constat comparable (l'introuvable grande victoire sociale) peut être fait dans d'autres pays. Face à cela, on dit souvent que, depuis la fin du 20^e siècle, les classes dirigeantes ont « mis la barre très haut ». Autrement dit, celles-ci sont beaucoup plus réticentes à faire des concessions ; il faut une accumulation de force exceptionnelle dans les luttes sociales et politiques pour arracher une victoire significative. On l'explique parfois sur un plan économique, par des contraintes pesant sur les classes dirigeantes (difficultés accrues à maintenir le taux de profit, grandes récessions...), et que celles-ci ont répercutées sur les exploités et les opprimés, déclenchant une gigantesque explosion des inégalités.

Sur un plan politique en revanche, on perçoit une plus grande autonomie de ces mêmes classes dirigeantes. Après l'effondrement du bloc de l'Est à la fin du siècle dernier, celles-ci peuvent compter sur des dynamiques supranationales plus fortes que les pressions démocratiques et sociales locales (globalisation, Union Européenne, etc. avec également

d'importantes retombées économiques). Elles s'appuient également, à l'échelon national, sur un autoritarisme d'État renforcé, réduisant des droits démocratiques déjà limités. Et sur un plan idéologique, le triomphe du capitalisme néolibéral sur tout autre système s'est alors accompagné d'un sentiment de « fin de l'histoire », et une résignation générale à l'idée qu'« il n'y a pas d'alternative ».

Tous ces phénomènes sont autant de champs de bataille pour nous. Certains d'entre eux, cependant, ont eu une influence plus directe que d'autres contre des mouvements comme celui de cet hiver, et nous ramènent à la question de l'alternative politique.

Quand les classes populaires n'y croient plus : les « conditions subjectives »

Les collectifs de grévistes qui ont tenté d'organiser l'extension « par la base » sont allés à la rencontre des salarié.es d'autres secteurs. Très souvent, ces salarié.es étaient solidaires du mouvement pour les retraites et contre Macron, au point parfois de participer aux journées nationales et/ou de donner à des caisses de grève par exemple. Mais s'agissant de la grève reconductible : « je ne peux pas », « nous ne pouvons pas », pour des raisons d'argent. Comme à chaque fois depuis 1995, on a « redécouvert » que la précarité et les bas salaires sont bien plus présents dans les secteurs peu mobilisés que dans les secteurs à la pointe de la grève. Cela ressemble à un constat objectif – la grève reconductible est devenue « trop difficile » car trop coûteuse pour les masses de travailleuses et travailleurs précaires et mal payés. D'où l'échec de l'extension de la grève ; d'où la défaite.

Mais cette évidence semble masquer l'aspect subjectif de la situation, qui est d'autant plus déterminant qu'on y prête trop peu attention. Il n'y a pas de règle objective qui détermine à quel degré de précarité ou de pauvreté la grève devient impossible. Les masses ouvrières qui ont fait naître le mouvement ouvrier syndical et politique à partir du 19^e siècle, et l'ont conduit à ses sommets au 20^e, ont « objectivement » pris de grands risques matériels, elles connaissaient bien évidemment les bas salaires et la peur du chômage, parfois même la guerre (la vraie), la famine, etc.

Et même si on insiste souvent sur les grandes usines de jadis, les masses populaires d'alors n'étaient pas nécessairement moins divisées non plus par l'organisation du travail, la fragmentation des classes sociales, les discriminations structurelles, etc. Elles n'étaient pas mieux loties que celles et ceux qui ont renoncé à se lancer dans la grève reconductible cet hiver – pas « objectivement » en tout cas. Mais quel contraste sur le plan subjectif ! Si elles avaient quelque chose qu'une grande partie des exploités et des opprimés d'aujourd'hui n'ont pas, c'est par-dessus tout la confiance dans la *possibilité* d'un autre monde, qu'elles seraient *capables* de construire.

C'est peut-être bien là que s'est jouée la défaite (à chaque fois depuis 1995) : si une grande partie de la population qui soutenait la mobilisation n'a pas « pu » faire la grève reconductible, c'est en fait parce qu'elle n'y *croit* pas. Elle ne croit pas à sa victoire dans un important mouvement social (et peut-être encore moins par la participation à une grève de masse). Elle ne se vit pas comme faisant partie d'un immense collectif de celles et ceux qui ne possèdent rien ou presque, capable d'obtenir cette victoire face à ceux qui possèdent tout ou presque mais qui sont si peu nombreux. Elle imagine encore moins prendre le pouvoir pour changer le monde, « même pas en rêve ». Comment cette partie importante des classes populaires aurait-elle la confiance nécessaire à la prise de risque d'une grève

Voilà donc un élément décisif du bilan politique du mouvement social de cet hiver, et des précédents mouvements comparables : les classes populaires manquent de confiance dans leur propre capacité à changer le monde, ne serait-ce qu'un peu. Sans cette confiance, pas de mouvement plus général, plus fort et donc victorieux.

« Et réciproquement », pourrait-on dire. Voilà le cercle où nous sommes pris. Mais mettre tous nos efforts dans le prochain mouvement de masse n'offre aucune garantie d'éviter le même résultat. Cette approche, qui prédomine dans les milieux militants de la base syndicale et de la gauche radicale, ne peut suffire. Il faut donc, sans attendre, créer de nouveaux instruments pour intervenir plus directement sur les idées des classes populaires et leur confiance politique en elles-mêmes et en un autre avenir. Si les cycles de lutttes sociales des dernières décennies ont entraîné des lutttes politiques pour reconstituer un horizon alternatif, ces lutttes n'ont jamais entièrement atteint ce grand objectif. Le moment est venu pour une nouvelle tentative, notamment en France. Pas de grande revanche sociale sans confiance des masses dans une alternative politique.

Le choc politique du Covid : coup d'arrêt, nouvelles lutttes, et mêmes problèmes ?

La question devient alors : comment reconstruire cette alternative politique populaire, dans le temps qui sépare deux grands mouvements de masse ? Eh bien, nous y sommes. Le mouvement de cet hiver est bien terminé, le confinement a levé les derniers doutes là-dessus. Comme souvent à l'issue d'un mouvement social d'une telle ampleur, il a été difficile, à chaud, de regarder en face ses limites, d'admettre que la grève n'avait jamais vraiment décollé dans certains secteurs malgré les efforts des militant.e.s les plus déterminé.e.s, et qu'elle s'était achevée dans les autres. Et même dans la mesure où il restait des mobilisations encore dynamiques début mars (mouvement féministe et grève des femmes le 8 mars, facs et labos de recherche, antiracisme avec la préparation de la Marche des solidarités), il a bien fallu finir par revoir à la baisse les ambitions de poursuite de la mobilisation pendant et après le confinement. Nous sommes alors entré.e.s dans une nouvelle situation instable, dont nous devons nous saisir d'une façon adaptée.

Un certain nombre de mobilisations nouvelles ont répondu à la nouvelle situation (actions de solidarité, de retrait ou de grève...). Les révélations sur la gestion des risques sanitaires par le gouvernement sont venues souffler sur les braises du rejet majoritaire de Macron et Philippe. Enfin, le choc de la pandémie, du confinement, de la crise économique naissante, etc. apporte d'autres révélations : les causes de la pandémie et de sa mauvaise gestion sont bien enracinées dans le système capitaliste actuel^[5], qui nous donne aujourd'hui une première expérience concrète des catastrophes globales (environnementales...) qu'il nous réserve.

Les classes dirigeantes ne nous laissent pas le choix, n'ont pas fait de concession à la volonté majoritaire, et gouvernent depuis des décennies sans dévier des priorités des riches, ce qui a entraîné la mauvaise gestion d'une grave crise sanitaire et sociale. Leur politique n'a presque plus rien de démocratique, elle nous tue pour les profits de quelques-uns, et cela se voit de plus en plus largement. Parmi tant d'autres tragédies capitalistes vécues par les classes populaires, les femmes, les non-blanc.he.s, les personnes LGBTQI, les travailleurs et travailleuses, celle-ci est particulièrement visible et collective, même si elle

créée en même temps beaucoup de confusion. Le sentiment d'urgence et de colère qui s'est propagé au même rythme que l'épidémie en France est donc bien un sentiment politique, et trouvera à s'exprimer plus concrètement à l'avenir, d'une façon ou d'une autre.

Aujourd'hui, il y a donc bien une opportunité à saisir. Mais il ne faut pas se tromper de constat. La situation de ce printemps a nettement augmenté les enjeux et l'urgence. Cela ne signifie pas que les masses qui n'ont pas fait grève cet hiver pour la défense du système de retraites existant, se lanceront facilement ce printemps, ou même cette année, dans un mouvement plus audacieux encore - grève vraiment générale, grande vague insurrectionnelle, ou encore autogestion de la reproduction sociale à une échelle de masse.

De nouvelles mobilisations importantes pourraient arriver bientôt, y compris avec un certain caractère insurrectionnel : si les Gilets Jaunes étaient possibles en 2018-19, on peut imaginer revoir des mouvements comparables en 2020-21. Sans garantie de meilleurs résultats : si l'impulsion donnée par la crise sanitaire et sociale actuelle est forte, elle ne l'est pas assez pour faire entièrement table rase des contraintes de la période, soulignées dans les pages qui précèdent, et qui ne s'appliquent pas seulement aux grèves de masse.

D'ailleurs, il semble bien que les secteurs dans lesquels des mouvements de retrait et de grève se sont esquissés ces deux derniers mois, pour refuser des risques sanitaires et la poursuite d'activités ne répondant pas à des besoins prioritaires, soient plus ou moins les mêmes que ceux dans lesquels la mobilisation a pu exister cet hiver, où des syndicats ont une implantation (même minimale), etc. [6] Le mouvement ouvrier du 21^e siècle conserve de vrais bastions mais aussi de vastes déserts.

Et du côté des classes dirigeantes, il est logique que la crise actuelle rende possible et nécessaire de placer « la barre » encore plus haut. Les grands patrons et le gouvernement ont des raisons supplémentaires d'éviter toute concession significative à nos luttes, et ce texte doublerait de longueur s'il fallait expliquer toutes les nouvelles façons dont ils s'emploient déjà à saccager nos vies.

Soyons donc mesuré.es : la crise est vive, mais à ce stade rien n'indique qu'elle nous fera sortir de la période que nous vivons depuis des décennies. Et même dans ce cas, elle ne fera pas d'elle-même tomber le mur qui nous cache l'horizon anticapitaliste. Elle nous donne peut-être l'occasion de le faire, mais il faut que nous nous fabriquions les outils nécessaires. Il s'agit donc de faire « prendre forme » politiquement aux éléments nouveaux, sans croire qu'ils vont faire disparaître d'eux-mêmes les anciens problèmes, mais justement pour y apporter de nouvelles solutions.

A l'opposé d'un pronostic excessif et « gauchiste » sur les victoires à arracher immédiatement, se trouve l'attitude défaitiste, ou simplement attentiste, reconduisant toujours les mêmes méthodes. Le sentiment d'urgence politique actuel n'est pas le symptôme d'une révolution imminente ; il n'est pas non plus un épiphénomène. Il sera politisé pour nous, ou contre nous. La situation nous offre des possibilités, mais nous ne sommes pas en avance dans la course de vitesse avec nos ennemis mortels.

Il y a 3 ans on pouvait lire sur les murs (réels ou virtuels) de France : Macron 2017 = Le Pen 2022. Il nous reste encore un peu de temps pour éviter un tel scénario, ou la répétition à peine modifiée de celui de 2017. Mais de son côté, le gouvernement emprunte plus que jamais au registre ultra-autoritaire qui a toujours été celui de l'extrême-droite. Même si cela ne signifie pas nécessairement que celle-ci pourrait apparaître bientôt comme une vraie solution alternative pour les classes dirigeantes, le danger ne cesse de grandir, et nul ne

peut dire jusqu'où ira l'évolution ultra-autoritaire des représentants plus traditionnels de la bourgeoisie. Et même sans grand bouleversement immédiat, si c'est l'extrême-droite qui parvient à se saisir des énergies politiques générées par la crise, c'est que nous aurons manqué l'occasion de le faire.

Il nous revient d'inventer une démarche originale, car la situation ne balaye pas les obstacles passés[7], et nous devons pourtant réussir là où nous avons échoué depuis des décennies.

Unir nos forces (1) : la lutte idéologique

Unification politique et victoires intermédiaires

Comment les retombées de cet hiver et de ce printemps nous permettront-elles d'apporter de nouvelles solutions aux problèmes de la période ? De faire que la lutte contre l'exploitation et l'oppression traverse à nouveau l'ensemble des masses populaires, et renoue avec des victoires ?

L'une des questions fondamentales qui se posent est celle de l'unité politique entre les organisations et mouvements existants[8]. Une unité politique plus grande pourrait augmenter l'effet de nos luttes de différentes façons. Car, nous l'avons vu, il ne suffira pas de reproduire une fois de plus les grands mouvements de ces dernières décennies.

Si nous trouvons les voies d'une accumulation de forces plus large et plus coordonnées, nous pourrions entraîner plus largement les secteurs de la population qui restent extérieurs à nos luttes. Nous pourrions alors renouer avec la victoire, atteindre des objectifs intermédiaires - en-deçà du changement total de société, mais au-delà des petits aménagements de courte durée. Une telle victoire serait un coup d'arrêt à la dégradation généralisée de nos vies. Elle viendrait remettre en évidence la capacité des exploité.e.s et des opprimé.e.s à changer le monde. Ainsi, elle serait décisive pour faire vivre à une échelle de masse des idées existant à petite échelle aujourd'hui, et reconstituer ainsi un horizon politique alternatif. Nous allons voir comment nous pourrions avancer dans cette direction.

C'est une question difficile, et il suffirait de faire la liste des organisations et mouvements de lutte des exploité.e.s et des opprimé.e.s pour voir se dresser un certain nombre d'obstacles à une plus grande unité. Cependant, si l'on persiste à penser que la lutte pour un processus d'unification de ce camp est un combat décisif aujourd'hui, dont la défaite serait synonyme de catastrophes rappelant les pires heures de l'histoire de l'humanité, nous devons faire preuve d'une créativité stratégique à la hauteur des enjeux, et donc envisager des modalités d'unification rarement expérimentées.

Ce qu'un seul texte, d'un seul auteur, peut apporter à cette tâche a ses limites. On peut essayer d'identifier quelques paramètres : proposer quelques instruments d'unification... et soumettre le tout au débat et à l'activité collective. Cette deuxième partie traitera des formes de lutte idéologique pour unir nos forces.

S'unir dans la diversité de tactiques

Les luttes de classe au sens strict comme au sens large, les luttes féministes, antiracistes, écologistes, antifascistes, anti-impérialistes ne sont pas privées de vitalité ces derniers temps. Mais aux limites de leur emprise populaire s'ajoute une profonde diversité tactique et stratégique (voire une absence d'horizon stratégique qui est bien l'objet de ce texte depuis le départ). D'un côté, cette diversité est une cristallisation des expériences politiques de ces dernières décennies, donc aussi une richesse, et en tout cas une matière première concrète impossible à ignorer. De l'autre, elle est évidemment un frein tout aussi concret à l'unité que nous cherchons. Les instruments d'unification à créer doivent tenir compte de ces deux faces de la diversité tactique – ce ne sera ni une tentative de tout réunir dans une entité, ni une résignation à laisser les choses en l'état. Il faut tenir ensemble, dans un rapport dialectique vivant, l'utilité et la persistance de ces possibilités tactiques multiples, et la nécessité de donner en même temps un élan unifiant.

La première partie de ce texte a montré l'importance de la dimension subjective, idéologique, des obstacles de la période. Pour mener la lutte idéologique en répondant à l'exigence « d'unité dans la diversité », les mouvements et organisations de lutte devraient (parmi d'autres pistes possibles) participer à l'élaboration et la diffusion commune d'une liste de mots d'ordres durables, et développer un nouveau support médiatique politique à destination d'un large public.

Pour des mots d'ordre communs

Bien souvent, un bon mot d'ordre illustre très bien cette « unité dans la diversité ». D'une part, il doit être assez précis pour désigner un changement significatif concret (pour ceci ou contre cela), avoir assez d'ancrage dans la réalité qu'il veut transformer et l'expérience des classes populaires pour ne pas être juste un mot, pour paraître important et crédible, et susciter une adhésion assez large. D'autre part, il doit demeurer assez souple pour laisser s'exprimer la diversité de tactiques (entre les secteurs déjà mobilisés) ou l'absence de position tactique particulière (courante dans le reste des classes populaires). Autrement dit, pour celles et ceux qui souhaitent raisonner en termes de « plan d'urgence », de « revendications transitoires », de « programme », certains mots d'ordre peuvent faire l'affaire, tout en étant employés autrement par d'autres. Un mot d'ordre peut être adossé à une mesure précise, détaillée, opérationnelle, ou à plusieurs mesures concurrentes donnant lieu à des débats, mais en cela il cristallise le débat autour de questions communes. Et tout en se prêtant à ces divers usages, il circule aussi aisément sous sa forme la plus simple, comme une expression qui passe de bouche à oreille, de page à écran, etc. Si un mot d'ordre est suffisamment tranchant avec l'ordre existant d'une part, et suffisamment souple pour se prêter à de multiples usages, il peut contribuer à un élan unifiant dans un contexte où un tel élan est difficile à créer.

Ici de multiples développements seraient utiles, pour évoquer Lénine et son art du mot d'ordre, ou pour revenir sur différents mots d'ordres importants des dernières années en France, leurs succès et leurs échecs. Je devrai me contenter ici de quelques exemples qui me paraissent positifs, empruntés (pas uniquement par déformation professionnelle) à l'actualité récente aux États-Unis. D'abord, « *Medicare for all* » (que l'on pourrait traduire en France par : « la Sécu pour tou.tes »). C'est bien un mot d'ordre concret, à la fois parce qu'il se saisit d'un dispositif connu, « Medicare », qui existe déjà pour une minorité de la population (les personnes âgées), et parce qu'en même temps il cherche à le rendre

universel, pour résoudre une des préoccupations matérielles majeures des classes populaires aux États-Unis (les dépenses de santé), par des moyens faisant reculer les profits des grands capitalistes. Ce mot d'ordre conserve pourtant une réelle souplesse, car les trois mots qu'il contient ne répondent pas à toutes les questions dont on pourrait débattre sur les moyens de l'obtenir et de le faire appliquer, et qu'il n'est pas particulièrement rattaché à telle ou telle perspective tactique ou stratégique. Autre exemple issu du même contexte : le « *Green New Deal* ». Très tôt, cette expression a été associée à un plan relativement détaillé et précis, et aux courants politiques qui l'avaient élaboré. Pour autant, le succès de l'expression a largement dépassé les personnes qui ont réellement pris connaissance des propositions les plus détaillées. Ce mot d'ordre, lui aussi, a connu son succès notamment par son caractère concret, c'est à dire créé à partir de l'existant : parce qu'il reprenait des éléments du vocabulaire politique historique des États-Unis (référence au « *New Deal* »), mais aussi parce qu'il était en prise avec de vives préoccupations politiques, non seulement environnementales mais aussi sociales, inscrites dans le projet détaillé comme dans le mot d'ordre tout court. Là où l'exemple précédent procédait surtout par universalisation d'un dispositif existant, cet exemple-ci fonctionne par la « fusion » entre deux projets dans l'air du temps, planification environnementale et planification sociale (grand plan de création d'emplois publics...). La souplesse de cette expression est assez évidente – ce qui a parfois été considéré comme un défaut, mais on a déjà vu dans quelle mesure cela peut être une qualité pour un mot d'ordre dans la période actuelle, surtout si celui-ci parvient à donner un élan unificateur aux luttes sociales et politiques.

Or, ces exemples illustrent bien le genre de logique d'unification politique dont il s'agit ici, et ses retombées positives. Ces cinq dernières années aux États-Unis, un nouveau mouvement « socialiste » est venu traduire dans l'arène politique institutionnelle le cycle de lutte des années 2010. Il a du même coup donné une nouvelle énergie aux luttes sociales et à des formes d'auto-organisation politique – l'organisation politique *Democratic Socialists of America* (DSA) en particulier, et des formes d'auto-organisation dans les luttes syndicales et sociales comme lors de la vague de grèves dans l'éducation (#RedforEd). Sans avoir pleinement reconstitué un horizon politique alternatif, ces événements ont permis de toucher du doigt ce qui peut ressembler au début d'un tel processus, dans un des pays où on s'y attendait le moins. Et même si les mots d'ordre cités ne peuvent pas être considérés comme l'origine de tout cela, personne ne contesterait qu'ils ont été, et continuent d'être, des signes de ralliement pour militant.e.s de toutes sortes, des portes d'entrée pour des millions de gens qui redécouvrent à peine l'idée même d'une transformation socialiste de la société capitaliste – bref, des instruments extrêmement précieux pour faire de la politique de masse contre l'ordre établi.

Quelques pistes aujourd'hui en France

Dans la situation actuelle en France, ce ne sont peut-être pas les mots d'ordre qui manquent. Du moins voit-on apparaître un grand nombre de plateformes de revendications, de slogans, d'appels. Mais l'enjeu est en fait de nous doter de quelques mots d'ordre qui se dégagent de ce foisonnement, et tracent ainsi une autre voie de la manière la plus visible et la plus crédible pour l'ensemble des classes populaires. Ce n'est pas à moi seul ici de savoir lesquels. Je peux simplement rappeler un certain nombre de grands enjeux de notre expérience collective de la crise sanitaire, économique, sociale, environnementale : la garantie des besoins élémentaires, la planification (environnementale et sociale) et la

relocalisation des activités nécessaires à ces besoins, la libération d'une partie de notre temps de l'emprise du travail (salarié ou non, chômage compris), le partage du travail, du temps libre, et des richesses (salaires et autres revenus), la création de dispositifs spécifiques contre les discriminations structurelles de race, de genre, etc. au sein de ces différents projets (pour l'égalité matérielle dans la satisfaction des besoins, le partage du travail et des richesses...), le tout avec la création de moyens de contrôle démocratique par les travailleurs.euses et la population en général, et de protection des libertés civiles. Ces questions bien connues ont été mises particulièrement en évidence par la crise inédite des derniers mois, et dotées d'une charge émotionnelle et sociale nouvelle. Elles seront donc la matière première des grands mots d'ordre qui nous manquent.

Saisir la force des événements en cours sera nécessaire, mais pas suffisant, pour créer ce type de mot d'ordre à large diffusion, et contribuer à l'unification recherchée. Il faudra que l'élaboration de mots d'ordre se fasse dans le cadre d'un travail commun, et donc de rapprochements entre diverses structures des luttes sociales et politiques. Des rapprochements encadrés par quelques axes minimaux de clivage, sans lesquels l'effet unifiant est annulé par des contradictions trop fortes, et la viabilité des propositions communes est compromise par leur manque de tranchant face aux formes du pouvoir de la bourgeoisie. Le bilan des dernières décennies en France et en Europe suggère que parmi ces axes figurent l'indépendance vis-à-vis des vestiges des expériences de gouvernement dites social-libérales (ayant approfondi le néolibéralisme sous l'étiquette « socialiste »), mais aussi vis-à-vis de l'Union Européenne, institution fondamentalement néolibérale et antidémocratique, directement en cause dans les échecs de la gauche radicale ces derniers temps ; sans oublier les aspects les plus antidémocratiques des institutions politiques nationales (V^e République en France). On notera que les termes exacts et concrets de cette indépendance resteraient alors l'objet de débats à venir^[9] ; pour ce texte-ci, l'enjeu est de préciser que la définition d'un tel périmètre servirait à rendre viable une dynamique commune, et non à la compromettre en aiguisant les rivalités et les dénonciations entre les parties en présence.

Engager une activité commune

Même dans un tel cadre, on le sait, il y a peu de chances de réaliser à court terme une fusion ou même un front intégral à partir de la nébuleuse des organisations et mouvements politiques (LFI, NPA, organisations et mouvements libertaires, mais aussi mouvements politiques locaux...), syndicaux (CGT, FSU, Solidaires...) et sociaux (Gilets Jaunes, coalitions féministes ou écologistes, collectifs anti-répression ou de sans-papiers, antiracisme politique...). C'est justement pour cela que nous devrions peut-être au moins tenter de réunir ces différentes sphères autour d'une liste de mots d'ordre, à la fois ancrée dans la situation présente, et ambitieuse et durable.

L'objectif serait d'arriver à ce qu'une série de mots d'ordre apparaisse comme n'étant pas le propre de tel ou tel mouvement ou organisation, mais de tout un champ du spectre politique, et ce durablement. Toute la difficulté est que la diversité et les divisions existantes sont souvent utilisées comme des raisons de refuser de créer de nouveaux liens idéologiques, voire même une preuve de l'échec des formes habituelles de la cohésion idéologique, un rejet de tout mot d'ordre. Certes, le sens des mots d'ordre communs qu'il nous faut serait nécessairement en partie imprécis et sujet à débats. Mais nous aurions alors des débats en commun. Dans leur indétermination, ces mots d'ordre atteindraient l'objectif que nous leur avons fixé - faire avancer vers plus d'unité alors que cela paraît

Le mot d'ordre de la journée de travail de huit heures (fin 19^e/début 20^e siècle) est une bonne illustration de ce type de dynamique unitaire dans une autre période difficile – où le mouvement ouvrier est parvenu à se construire malgré les divisions et la misère, une répression féroce et un horizon encore incertain. Toutes sortes d'organisations et de mouvements ont eu ce mot d'ordre en commun, sont parvenus à le populariser et lancer différentes formes de mobilisations sociales et politiques en sa faveur, durant plusieurs décennies. Ce mot d'ordre a constitué un point de ralliement extrêmement important, sans que tous les débats tactiques et stratégiques ne soient tranchés au départ, ni que les principales forces politiques et sociales du mouvement ouvrier ne fusionnent... mais une plus grande unité a bien fini par se réaliser dans le mouvement ouvrier (social et politique), qui en a tiré certains de ses plus grands symboles (le 1^{er} mai), mais aussi des structures unifiées et durables, et *in fine*, un espace social et politique commun aux yeux de tou.te.s, le mouvement ouvrier. Un horizon anticapitaliste est alors devenu plus tangible pour les masses ouvrières et populaires.

Aujourd'hui en France, certaines sphères des mouvements sociaux ont commencé ce travail commun[10]. D'un côté, le débat doit se poursuivre pour renforcer les positions communes vis-à-vis de la stratégie des classes dirigeantes ; de l'autre, la dynamique commune doit devenir encore bien plus large, à la fois vis-à-vis des autres sphères de lutte sociale et politique, et dans les classes populaires en général.

Un nouveau média d'agitation politique grand public

La création d'un média politique nouveau, aux formats et supports à définir et à destination du grand public, serait un instrument particulièrement utile pour une activité idéologique commune et durable. Il permettrait de réaliser de façon plus permanente ce travail d'unification par les idées politiques. Là encore, il s'agirait à la fois de donner un large écho aux mots d'ordres et autres idées forgées en commun, et de s'appuyer sur de riches débats sur ces sujets, plutôt que de chercher à les dépasser.

Comme pour le cas des mots d'ordre, l'actualité récente des États-Unis nous donne des illustrations de ce type de dynamique, en particulier autour du magazine *Jacobin*. Sans trop entrer dans les détails, on peut dire que l'histoire de ce magazine créé il y a dix ans coïncide avec la période de luttes sociales et politiques qui a tant transformé les États-Unis. Son succès grandissant provient sans doute notamment de l'équilibre qu'il nous faut, entre recherche d'une large unité et espace ouvert aux débats. *Jacobin* peut aussi être une grande source d'inspiration du point de vue de la qualité générale de ses productions (sur la forme comme sur le fond), conjuguée à une réelle accessibilité à un large public (site web gratuit et intégration efficace aux formes de communication contemporaine, clarté des contenus...), le tout porté par une grande énergie militante et pérennisé par une très bonne gestion financière.

Cette expérience lancée par de jeunes militant.e.s sans grande expérience dans ce domaine confirme à la fois que c'est un projet à caractère militant (« organique » aux classes populaires mobilisées et en particulier aux jeunes générations), et que les technologies d'aujourd'hui offrent de nouvelles possibilités[11]. Elle illustre également le fait que les médias militants sont aussi des formes d'organisation politique, susceptibles de déboucher sur des structures d'organisation plus formelles : pendant un temps, le succès

de *Jacobin* s'est traduit par la constitution de dizaines de « groupes de lecture » du magazine partout dans le pays, encouragée et soutenue en pratique par la rédaction. Ces groupes ont aujourd'hui disparu... car la plupart ont en fait jeté les bases de nouvelles sections de DSA, cette organisation de gauche radicale qui a connu une croissance accélérée ces dernières années, pendant les deux campagnes Sanders, la campagne Ocasio-Cortez, ou encore pendant la crise sanitaire et sociale actuelle.

La lutte idéologique peut permettre à une part bien plus large des exploité.es et des opprimé.es de se reconnaître dans des projets anticapitalistes dont ils ne seraient pas nécessairement des participant.es direct.e.s au départ. Cette reconnaissance de masse ne serait pas d'emblée synonyme de lutttes sociales de masse, mais à terme, elle contribuerait de façon décisive à la confiance d'agir ensemble contre ce qui nous écrase.

Unir nos forces (2) : le front unique aujourd'hui, les élections et la stratégie de « l'étau »

Voyons maintenant, au-delà de la lutte idéologique, ce que nous pouvons envisager de faire pour unir nos forces dans nos lutttes sociales comme dans nos campagnes politiques (y compris électorales). Ce processus d'unification pourrait à la fois contribuer à reconstituer un horizon politique alternatif, et constituer la matrice d'une nouvelle stratégie pour une victoire intermédiaire.

Sans politique anticapitaliste de masse, quel front unique ?

La recherche de « l'unité dans la diversité » d'un point de vue anticapitaliste ne peut manquer d'amener à une discussion sur ce que l'on appelle depuis environ un siècle le « front unique ». Il s'agissait, pour l'Internationale communiste au départ, de prôner l'unité de l'ensemble des travailleuses et travailleurs, majoritairement non convaincu.e.s de la stratégie révolutionnaire née de 1917, pour les amener à faire ensemble l'expérience de leur force et de la supériorité de la stratégie révolutionnaire. Aujourd'hui encore, on peut retenir au moins une partie de l'esprit de cette approche : rejeter le sectarisme (ne pas faire de divergences tactiques ou stratégiques des murs infranchissables), tout en restant dans un périmètre défini par une recherche d'indépendance politique vis-à-vis des classes dirigeantes.

Mais cette démarche a été proposée quelques années seulement après 1917, un événement inaugurant une période où un horizon politique alternatif au système capitaliste allait se maintenir pendant la majeure partie du siècle. Le front unique devait permettre de dépasser, par la solidarité et l'expérience pratique, la politique réformiste d'une grande partie des classes populaires, et à terme également le danger fasciste. Aujourd'hui, la situation n'est pas celle d'un mouvement anticapitaliste de masse dans lequel les révolutionnaires seraient minoritaires. Le scepticisme des masses ne vise pas que les méthodes révolutionnaires, mais toute possibilité de transformation radicale de l'état du monde. Le « front unique » s'adressait à des masses populaires largement convaincues (ou du moins très ouvertes à l'idée) que le capitalisme serait un jour dépassé (ou du moins profondément transformé) par des réformes progressives, pour leur dire : « si vous voulez voir ces grandes réformes, au bout du compte il vous faudra être révolutionnaires, faire la

révolution ». Le type de front qu'il nous faut est un front cherchant à regrouper celles et ceux qui *ne croient pas plus aux réformes qu'à la révolution*, pour sortir ensemble de l'impasse.

Réunir ce qui reste des organisations qui entraient jadis dans la composition de ce front unique (syndicats et partis de gauche, principalement), et le faire suivant les modalités de cette époque révolue (unité dans les luttes sociales mais pas dans les campagnes politiques), n'aurait pas le même poids qu'hier, et ne permettrait pas d'atteindre les objectifs d'aujourd'hui (aussi bien le dépassement des obstacles de la période, que la construction d'un front qui ne se limite pas aux luttes « ouvrières »).

Quels sont les domaines où des solutions rarement envisagées auparavant peuvent être proposées ici ? Pour résumer, on peut en esquisser deux : la pratique du front unique dans tous les domaines, donc en particulier sans exclure les élections comme le font souvent la gauche radicale et les milieux libertaires^[12] ; et la recherche d'une combinaison de différentes voies tactiques empruntées en même temps, prenant « en étau » ou « en tenaille » les classes dirigeantes afin d'arracher des victoires.

Front unique et élections aujourd'hui

Entre deux séquences de luttes sociales aiguës et de masse, les élections jouent un rôle politique important, à la fois comme un important espace pour la lutte idéologique (« propagande »), mais aussi parfois comme occasion d'expériences concrètes, permettant de développer au sein des classes populaires une meilleure compréhension des rapports de pouvoir au sein de la société, de l'action des classes dirigeantes pour contrarier nos tentatives de changer le monde, et de ce qu'elle implique pour nos prochaines tentatives.

La pratique d'une sorte de « front unique dans les élections » serait censée servir à étendre plus largement la portée des campagnes électorales dans les classes populaires. Éviter la dispersion est un élément tactique classique pour améliorer la visibilité et les chances de succès (aux élections ou ailleurs), mais de nombreux secteurs de la gauche radicale s'en méfient pour des raisons datées, qui ne répondent plus très bien à la période et à la situation actuelles. D'autres encore se méfient de toute intervention électorale, rejetant toute initiative ne reposant pas exclusivement sur la recherche de l'autogestion immédiate. Le bilan que nous dressons de la période actuelle suggère que la majorité des masses populaires, restée extérieure aux grands mouvements sociaux, ne passera pas immédiatement à l'auto-organisation de masse, et l'ensemble des propositions faites ici consistent à trouver des instruments pour engager un processus qui ne peut pas commencer par les formes d'auto-organisation les plus avancées. Dans une période où nous butons encore et toujours sur le fait qu'une large part des exploités et des opprimés demeurent à l'extérieur des mobilisations même les plus massives, la nécessité d'agir sur les représentations donne une importance particulière aux élections qui suscitent une attention politique de masse – tout particulièrement les élections municipales d'une part, et présidentielles et législatives d'autre part.

La même logique d'unité et le même périmètre politique à construire (large mais clair) évoqués concernant l'activité idéologique commune peuvent guider une activité électorale commune. Pour marquer les différences avec l'essentiel du 20^e siècle, on pourrait appeler cela une tactique de « front unique anticapitaliste du 21^e siècle ». Je ne tiens pas à la formule, ne serait-ce que parce qu'elle pourrait donner l'impression d'une démarche

« économiste », minimisant tous les rapports sociaux qui n'entrent pas dans une conception étroite des rapports de classe. Il n'y aura pas de retour en arrière vers ce type d'analyse du capitalisme et de construction des luttes en termes de « front principal », et le front unique ne sera réellement « anticapitaliste » que s'il est antiraciste, féministe, écologiste, anti-impérialiste, antifasciste. La logique de ce « front unique d'aujourd'hui » est de reprendre la volonté d'agir dans l'unité et vers une plus grande indépendance vis-à-vis des classes dirigeantes, en tenant compte des spécificités de la période actuelle par rapport au 20^e siècle.

Quelle radicalité dans les expériences électorales de masse ?

La période actuelle a connu plusieurs exemples importants de fort engouement populaire pour des campagnes électorales présentant un profil de gauche relativement radical (sans se proclamer révolutionnaire). Ces campagnes (par exemple en Grèce, aux États-Unis, en Grande-Bretagne) ont révélé des possibilités, mais surtout connu des échecs assez nets (certains plus définitifs que d'autres). Ces échecs ont cependant eux-mêmes été porteurs de révélations. Bien souvent, la gauche radicale qui se réclame de la révolution a cherché à faire la démonstration d'une nouvelle vague de « capitulations réformistes », considérant sans doute que la seule chose que ces expériences pouvaient apporter était un afflux d'une partie des déçus vers les petites organisations dites « révolutionnaires ».

Mais c'est aller trop vite en besogne et effacer une partie de ce qui est apparu dans les échecs du gouvernement Syriza en Grèce, et des campagnes Sanders et Corbyn – et donc gâcher une partie de ces expériences. D'une part, rappelons que nous sommes dans une période où la position politique majoritaire dans les classes populaires est en quelque sorte « même-pas-réformiste ». Une réalité qui semble laissée intacte, à court terme, par les luttes de masse qui secouent le monde ces dernières années[13]. Au cours de cette période, les campagnes électorales en question n'ont pas émergé de nulle part, elles se sont adossées à des cycles de luttes sociales, et enracinées dans des expériences locales, municipalistes, coopérativistes, etc. Pourtant, elles semblent bien avoir enclenché des processus politiques impliquant de diverses façons les classes populaires, à une échelle plus large que n'importe quel autre projet ou lutte.

D'autre part, il est remarquable que ces campagnes, loin d'être révolutionnaires dans leurs objectifs affichés, ont pourtant rencontré une opposition extrêmement féroce de la part des classes dirigeantes : les projets initiaux de Tsipras, Sanders ou Corbyn étaient donc bien plus dangereux pour les classes dirigeantes que leurs critiques de gauche ne veulent bien le reconnaître. Il faut alors séparer l'échec, bien réel, et le manque de radicalité, discutable. La contre-offensive des classes dirigeantes est tout de même un signe extrêmement fort que ces campagnes engageaient des dynamiques vers plus d'indépendance de classe, précisément l'objectif des tactiques de front unique.

On retrouve ici, par une autre voie, la question de l'état du « réformisme » dans la période actuelle : les tactiques politiques construites dans une époque où ce réformisme était une réalité de masse dans les classes populaires doivent être mises à jour. Le réformisme à l'état pur et à une échelle de masse n'existe plus vraiment, ce qui relativise la distinction entre réforme et révolution dans les projets qui parviennent effectivement à enclencher des processus politiques de masse. Un projet politique que l'on qualifierait de « réformiste » par défaut (c'est à dire : parce que c'est un projet qui ne se présente pas consciemment comme révolutionnaire), mais qui s'empare des masses et dont les masses s'emparent, qui

redonne confiance aux classes populaires, peut permettre de faire une percée significative, d'atteindre des objectifs intermédiaires, et ainsi, d'engager un processus de transformation radicale. Le comprendrons-nous aussi bien que ne le comprennent nos adversaires ?

Si nous le comprenons, la question deviendra alors celle des moyens d'éviter l'échec face à la contre-offensive. Là encore, la réponse de court terme n'est pas « Seule une politique révolutionnaire... ». Ces projets n'ont pas échoué parce que leurs dirigeants ont refusé d'entamer un processus révolutionnaire, et/ou parce que les conditions n'étaient pas réunies pour un tel processus. Il aurait été (et sera) possible de faire mieux, de faire durer l'expérience, et d'apporter des changements politiques suffisants pour marquer un tournant. Le rôle de tous les secteurs militants qui se sentent concernés par ce type de projet est d'inventer des outils concrets^[14] pour permettre à la lutte politique engagée dans des projets électoraux de masse de ne pas échouer avant même d'avoir commencé.

Enfin, tout en cherchant à construire un front unique d'aujourd'hui, le plus large possible, il sera sans doute nécessaire d'organiser ensemble les milieux militants les plus convaincus que cette démarche est la seule voie vers la reconstitution d'une politique de gauche radicale (et même révolutionnaire) à une échelle de masse. Même si d'autres propositions (nouveau média...) peuvent être appliquées à plus court terme, et constituer une première étape, il faudra bientôt tenter de rassembler dans une même organisation les anticapitalistes qui ne réduisent pas le capitalisme à « de l'économie », qui cherchent à identifier toutes les formes de sectarisme à éviter, et à construire de nouvelles expériences politiques de masse, fondées sur les luttes sociales tout en visant à leur donner une extension et une cohésion qui leur manquent depuis des décennies^[15]. Cela donnerait plus de force et de cohésion à la dynamique censée s'engager dans les différentes propositions ci-dessus.

Resserrer l'étau : une approche stratégique pour « la prochaine fois »

Faut-il le rappeler, les luttes sociales (et autres luttes politiques extra-électorales) apportent une contribution décisive à la possibilité même de ce type de campagnes électorales. Comme l'enjeu de ce texte est de voir que faire lorsque les luttes sociales de masse existantes (et leurs traductions politiques existantes) ne suffisent pas, il faut bien notamment anticiper la façon dont ces luttes vont poursuivre leur existence par d'autres moyens, avec entre autres une nouvelle phase de transposition dans la vie politique électorale des dernières séquences de luttes sociales de masse.

Le lancement de tels projets électoraux n'est pas incompatible avec la recherche d'autres modalités d'unité avec celles et ceux qui ne s'y reconnaissent pas. Il n'y a pas plus de *casus belli* sur la tactique électorale que sur d'autres tactiques. Les élections sont un domaine d'intervention tactique parmi d'autres, et préparer ce type de campagne ne serait pas mutuellement exclusif de se saisir d'opportunités tactiques dans d'autres domaines, à l'image de mobilisations récentes aussi marquantes et variées que celles de Notre-Dame-Des-Landes, des Gilets Jaunes ou des grèves de cet hiver. Il est nécessaire de relier les différentes modalités et temporalités d'intervention politique, plutôt que d'imposer des choix exclusifs. Dans la crise de l'horizon alternatif qui est la nôtre, la souplesse et la volatilité politique des classes populaires est assez grande sur ce point. Un fort sentiment anti-élections peut s'inverser à l'occasion d'une campagne iconoclaste et offensive particulièrement réussie. Une forte réticence à des tactiques illégales et/ou de confrontation physique peut s'effacer dans l'expérience de la répression policière de

mobilisations légales et pacifiques. Une inexpérience des pratiques autogestionnaires peut être surmontée face à une catastrophe environnementale ou une pandémie. Les classes populaires, même lorsqu'elles renouent avec la lutte, manifestent bien souvent une sensibilité à la « diversité de tactiques ». C'est en allant à leurs côtés sur tous les terrains, de la façon la plus unie possible, que nous rendrons possible de nouvelles expériences politiques de masse.

Les tactiques fluctuent et se mélangent, sans se confondre. L'horizon à reconstruire demeure, et avec lui la nécessité de toujours plus de solidarité par-delà les divergences. Une solidarité minimale, entre camarades, doit s'imposer – par exemple, contre toute justification de la répression policière des « casseurs » dans un sens, et contre tout rejet des projets électoraux dans l'autre. N'opposons pas les Gilets Jaunes et l'électorat d'un Mélenchon (en partie les mêmes personnes d'ailleurs). Ne choisissons pas entre projets locaux préfigurant ici et maintenant l'autre monde à venir, et projets de planification « par en haut », portés dans les élections. Préparons-nous à la confrontation avec la police et l'État, mais connaissons aussi la force de la non-violence de masse, et la nécessité de combiner différentes formes d'affrontement avec l'État, y compris sous forme de « guerre de position » institutionnelle, pour éviter une défaite immédiate certaine. A partir d'une certaine délimitation politique, il nous faut combiner toutes sortes d'expériences pour impliquer plus largement les classes populaires.

Et au bout du compte, c'est peut-être dans cette logique de combinaison de tactiques que l'on peut entrevoir une hypothèse sur notre prochaine victoire dans les luttes sociales et politiques. La diversité tactique et stratégique peut être un atout et ne sera sans doute pas entièrement dépassée lorsque nous retrouverons des situations comparables à cet hiver en France. A condition de parvenir à créer non pas un consensus mais une solidarité et une cohésion plus grande, dans l'action, entre toutes les sphères du mouvement social et politique (de LFI à NDDL et aux communistes révolutionnaires, à l'antiracisme politique, aux Gilets Jaunes, au nouveau mouvement féministe, aux syndicats...), cette diversité réunirait une force considérable. Dans des situations décisives comme cet hiver, on pouvait se prendre à rêver d'une combinaison simultanée de plusieurs formes de pression – grèves de masse, forts désordres dans l'espace public urbain et sur les routes à la manière des Gilets Jaunes, émeutes antiracistes contre les violences policières, grèves des femmes, et existence d'un front politique capable de remporter une victoire électorale à la première occasion en portant une même bannière pour une autre société, voire de proclamer sa disponibilité à remplacer le gouvernement de façon anticipée. Peut-être que les grèves telles qu'elles ont existé cet hiver auraient été suffisantes si elles avaient eu lieu simultanément à d'autres formes d'action et de pression politique. Ou peut-être justement que l'existence d'un front politique préfigurant un horizon alternatif aurait donné la confiance nécessaire à des secteurs décisifs pour se lancer dans la grève et d'autres formes d'action. La diversité stratégique et tactique a ses inconvénients, mais elle ne ruine pas nécessairement nos forces, si nous sommes suffisamment solidaires et coordonné.e.s pour prendre l'adversaire en tenaille, en étau^[16]. Alors nous pourrions mettre les classes dirigeantes dans l'obligation de reculer, et montrer à tou.tes qu'un autre monde n'est pas seulement souhaitable et urgent, mais possible.

Il est difficile, voire impossible, d'être plus précis, car on ne peut prévoir le moment et la forme dans lesquels émergera la prochaine situation de lutte de masse. Il s'agit simplement ici de suggérer une approche pour s'en saisir collectivement, dans la diversité et dans l'unité – car aucune des forces sociales et politiques qui comptent ne peut se passer de prendre en considération les autres et de trouver de nouveaux moyens d'agir ensemble.

Conclusion

Résumons-nous. Ce trop long texte comporte peut-être plus de questions que de réponses, mais il semble nécessaire de bien choisir nos questions pour renouveler nos réponses face à une situation nouvelle. Beaucoup des ramifications des crises de 2020, a fortiori à l'échelle globale, sont encore à peine en train de se déployer. Les effets directs et indirects de ces crises, indépendamment de nos luttes, pourraient donc être bien plus importants que ceux que nous distinguons aujourd'hui. Notons simplement qu'ils ne vont pas nécessairement faire disparaître les tendances de la période précédente plutôt que les accentuer.

Le débat sur le bilan des luttes de cet hiver doit se poursuivre, à condition de prendre au sérieux les enjeux stratégiques de la répétition des mêmes grands mouvements défaits des dernières décennies. Afin de reconstruire l'horizon politique alternatif qui nous manque, pour redonner aux classes populaires la confiance d'agir, les activités des secteurs mobilisés et organisés des classes populaires doivent avoir une importante part de mise en commun.

Cette activité aura nécessairement une forte dimension idéologique, car la concrétisation d'un horizon alternatif commun passera par la popularisation de mots d'ordre et une large diffusion de nos idées de transformation sociale à un large public par des médias militants d'un genre nouveau. Concernant l'action proprement dite, les pratiques d'unification de notre camp social et politique, telles que les tactiques historiquement appelées « front unique », devront être mises à jour. Il faudra tenir compte à la fois de l'importance de campagnes électorales lorsque l'horizon alternatif reste à reconstruire, et de la diversité tactique, irréductible jusqu'à nouvel ordre, qui s'exprime entre toutes les nouvelles dynamiques de lutte sociale et politique (milieux « autonomes », France Insoumise, Gilets Jaunes, initiatives politiques locales, mobilisations écologistes, nouvelle vague féministe, nouveau mouvement antiraciste, anti-impérialiste et anti-répression...).

Nos initiatives et nos fronts à géométrie variable devront reposer sur une délimitation à débattre, permettant de les rendre viables en évitant une perte totale d'indépendance vis-à-vis des classes dirigeantes. Elles donneront en même temps un élan unifiant pour élargir la participation et la reconnaissance des classes populaires dans nos projets. Alors, nous pourrons espérer préparer le terrain pour resserrer l'étau sur les classes dirigeantes lors du projet mouvement de masse, et atteindre enfin les victoires intermédiaires qui nous manquent pour mettre le cap sur une nouvelle société.

Dans toutes les luttes, et en guettant le prochain grand mouvement, cherchons à créer ensemble, par des mots d'ordre, des expressions médiatiques, des fronts électoraux, et d'autres modalités de fraternisation par-delà les frontières qui traversent notre camp social et politique. C'est le meilleur moyen de ne pas oublier les grands pans des classes populaires qui ne se sont pas réellement appropriés nos idées de transformation sociale, dans toute leur diversité, comme nous le redécouvrons à chaque mouvement de masse qui se heurte à cet obstacle majeur.

Notes

[1] Traduction plus fidèle : « La crise consiste justement dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître. Pendant cet interrègne, on observe les phénomènes morbides les plus variés. » Antonio Gramsci, *Cahiers de prison*, Cahier 3, Gallimard, Paris, 1996, p. 283.

[2] Je tiens à remercier tout particulièrement Félix Boggio-Ewanjée-Epée, pour les idées que m'ont inspirées nos multiples échanges, en espérant vivement lire une contribution au débat de sa part prochainement. Je remercie également Ludivine Bantigny, Pierre Bronstein, Stathis Kouvelakis, Thierry Labica, et Ugo Palheta, pour avoir lu et commenté une première version de ce texte. Pour autant, le contenu du texte n'engage bien évidemment que moi.

[3] En particulier, certains points de la thèse 6 : Mathieu Bonzom, « [Six thèses politiques sur la pandémie. Expérience collective et perspectives stratégiques en France](#) », *Contretemps*, 06/04/2020.

[4] C'est notamment en ce sens-là que l'on peut considérer que la grève dans certains secteurs est effectivement plus « bloquante » que d'autres, ce qui n'est pas une réalité négligeable d'un point de vue stratégique. C'est le fond de vérité qui se trouve dans certains positionnements critiqués par le texte de Clémence Fourton et Anouk Colombani, « [Grève interprofessionnelle : de quelques secteurs où ça bloque](#) » (*Contretemps*, 27/05/2020). Mais pour aller dans le sens de ce texte-là, il ne s'agit pas pour autant de se résigner à la « grève par procuration » (détournant en partie la fonction des caisses de grève) ; et les militant.e.s présent.e.s dans d'autres secteurs doivent bien commencer par construire la mobilisation dans leur secteur, plutôt que d'y renoncer en se contentant d'entraîner quelques individus déjà convaincus mais isolés, en soutien aux piquets de grève des secteurs bloquants.

[5] Mike Davis, « [Le capitalisme et la grippe porcine](#) », *Contretemps*, 30/04/2009 ; Paul Sebillotte, « [Rendre le pangolin familier. Pour une lecture anticapitaliste des pandémies](#) », *Contretemps*, 02/04/2020 ; Entretien avec Roxane Mitralias, « [Agriculture, paysannerie et pandémie](#) », *Contretemps*, 04/04/2020.

[6] Annie Thébaud-Mony (entretien réalisé par Nolwenn Weiler), « [Avec sa gestion de court terme, 'le gouvernement affaiblit notre capacité collective à lutter contre le virus'](#) », *Bastamag*, 10/04/2020.

[7] Même dans l'hypothèse d'un processus de dépassement du néolibéralisme qui serait en cours, il convient de souligner que ce dépassement ne supprimerait pas nécessairement les obstacles aux victoires sociales et politiques apparus dans le cadre du néolibéralisme, et pourrait même les consolider. Cela dépendra *in fine* de notre capacité à lutter pour les surmonter, ce qui conforte le raisonnement de ce texte.

[8] Cette question apparaît dans un certain nombre de contributions importantes au débat stratégique ces dernières semaines. Pour une autre réflexion sur les liens à tisser entre urgence et horizon politique, qui sont aussi des liens à tisser entre diverses formes de luttes et diverses parties des classes populaires, voir : Ludivine Bantigny, « [Entre les deux il n'y a rien ? Jeter des ponts concrets entre aujourd'hui et demain](#) », *Contretemps*, 12/04/2020.

[9] Les débats ont déjà commencé – voir par exemple Ugo Palheta, [« Le replâtrage ou la rupture ? L'appel des '150 personnalités de gauche' et la tentation du même »](#), *Contretemps*, 01/06/2020.

[10] Voir par exemple le « plan de sortie de crise » en 34 mesures portées par 20 organisations regroupées autour du slogan [« Plus jamais ça ! »](#). Une autre dynamique collective susceptible de produire des mots d'ordres est l'appel [« Se fédérer »](#), relayé par *Contretemps* le 29/05/2020.

[11] Autre domaine dans lequel le 21e siècle offre des ressources et instruments nouveaux pour un autre modèle de société : la planification. Voir l'entretien avec Cédric Durand, [« L'enjeu de cette crise est de planifier la mutation de l'économie »](#), *Mediapart*, 03/04/2020.

[12] En contrepartie, il faut que les forces engagées dans de futurs projets électoraux sachent aussi se montrer solidaires des autres formes de lutttes, quelles qu'elles soient. Voir plus loin.

[13] Meagan Day, [« A brief intermission in the age of unrest »](#), *Jacobin*, 11/04/2020.

[14] Par exemple, on a pu constater en 2015 que Syriza manquait d'un plan de sortie de l'euro, et/ou d'une compréhension suffisante des raisons pour lesquelles il fallait l'envisager sérieusement et, selon la situation, s'en servir. On peut concevoir que l'expérience du gouvernement Syriza aurait eu une autre durée et d'autres retombées si elle avait été renforcée de cette façon. Voilà le genre d'instruments politiques qu'il s'agit de construire, selon les situations, si l'on se donne l'objectif que de futures expériences connaissent un sort meilleur.

[15] Dans cet esprit, voir : Hendrik Davi, [« Refonder un parti écologiste et socialiste de transformation révolutionnaire de la société »](#), *Contretemps*, 19/05/2020.

[16] L'étau paraît une bonne métaphore car, tout en simplifiant les choses, elle évoque un dispositif composé de plusieurs parties, différentes entre elles, avec différents degrés et axes de mobilité, qui peuvent être ajustées à une situation et trouvent leur plein effet ensemble.